

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

LIBYE : AU MOINS
SIX MANIFESTANTS
ENLEVÉS À TRIPOLI

Au moins "six manifestants pacifiques" ont été enlevés à Tripoli, dimanche dernier lors de rassemblements contre la détérioration des conditions de vie, a affirmé hier Amnesty International, qui a demandé la "libération immédiate" de toutes les personnes détenues. Durant cette même soirée, "quelques" manifestants ont été blessés par des tirs à balles réelles de la part d'une milice alliée au gouvernement d'union nationale (GNA), selon l'ONG internationale

EMPOISONNEMENT
NAVALNY : LE CHEF
DE L'OTAN APPELLE
À UNE ENQUÊTE
"TRANSPARENTÉ"

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg a appelé hier à une enquête "transparente" sur l'empoisonnement de l'opposant au Kremlin Alexeï Navalny, affirmant qu'il n'y avait "pas de raison de douter" des conclusions des médecins allemands. "Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'une enquête transparente pour découvrir ce qui s'est passé et pour s'assurer que les responsables rendent des comptes", a dit M. Stoltenberg

CHILI : DÉBUT DE LA
CAMPAGNE POUR LE
RÉFÉRENDUM

La campagne électorale pour le référendum du 25 octobre au Chili sur un changement de Constitution, revendication forte des manifestants lors de la crise sociale de 2019, a débuté hier dans le pays sud-américain malgré la pandémie de coronavirus. Initialement prévu le 26 avril, le scrutin avait été finalement repoussé à fin octobre en raison de l'épidémie qui a durement frappé le pays de 18 millions d'habitants.

Mali : la junte entre
plusieurs feuxJonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

DEPUIS le coup d'Etat pétré contre le président démocratiquement élu, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), la nouvelle junte au pouvoir au Mali n'a pas le sommeil tranquille. Hormis les condamnations quasi-unanimes, des sanctions sont également à l'ordre du jour des réactions. C'est notamment le cas de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Elle a suspendu mardi dernier le Mali de ses instances après le coup d'Etat militaire du 18 août à Bamako.

Ainsi, le Conseil permanent de la Francophonie (CPF) a "décidé de prononcer la suspension de la République du Mali de la Francophonie. L'organisation appelle à la libération du président Ibrahim Boubacar Keïta, renversé le 18 août et retenu depuis, "ainsi qu'à la mise en place, dans les meilleurs délais, d'un gouvernement de transition conduit par une autorité civile". Le communiqué a exprimé son intention d'envoyer une délégation de haut niveau à Bamako afin d'évaluer la situation.

De son côté, la communauté internationale a condamné le putsch. La Cédéao a annoncé suspendre le Mali de tous ses organes de décision. Dans le même temps, elle a envoyé à Bamako une délégation devant oeuvrer à un rétablissement "immédiat" du président Keïta et de l'ordre constitutionnel. Les deux parties se sont séparées lundi dernier sans accord sur les conditions d'une transition.

Un sommet des chefs d'Etat de la Cédéao initialement prévu mercredi dernier a été repoussé à demain, a annoncé la directrice de la communication de l'organisation, Sandra Oulate. En ce sens, les dirigeants sont censés y examiner la nécessité de maintenir ou non, voire de renforcer des sanctions déjà prises, comme la fermeture des frontières des Etats membres avec le Mali et l'arrêt des flux financiers et commerciaux. Les militaires disent s'in-



Les dirigeants de la Junte au Mali sous pression.

quiéter de l'effet de ces mesures de rétorsion sur un pays confronté au marasme économique et aux défaillances de l'Etat. Les observateurs ont noté cependant une inclination au pragmatisme chez les partenaires du

Mali. Les discussions entre les militaires et la délégation de la Cédéao semblent avoir acté que l'exigence initiale d'un retour au pouvoir de M. Keïta n'est plus à l'ordre du jour. Le Comité national pour le salut

du peuple (CNSP) mis en place par la junte a déjà reçu l'ambassadeur de France et le commandant de la force Barkhane ainsi que l'ambassadeur d'Algérie, selon des images des rencontres publiées sur le compte Twitter du CNSP.

Le M5-RFP prêt à "accompagner"



Face à la pression de la rue, les membres du M5 veulent discuter avec les militaires.

J.O.
Libreville/Gabon

Le mouvement de contestation qui a mobilisé pendant des semaines contre le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, s'est dit hier disposé à "accompagner" la junte qui l'a renversé dans le processus de transition devant rendre le pou-

voir aux civils.

"Nous sommes disponibles pour accompagner ce processus, nous sommes venus échanger et réaffirmer que nous sommes sur les mêmes positions" que les militaires, a déclaré Issa Kaou Djim, un proche de l'imam Mahmoud Dicko.

"Nous avons été rassurés (quant au fait) que ces militaires sont des

patriotes, de grands intellectuels. Le Mali dans toutes ses composantes est dans cette dynamique de fédérer tout le monde", a-t-il ajouté à l'issue de la première rencontre formelle entre la junte et le M5-RFP.

"Nous avons dit à la junte qu'il serait utile d'avoir ensuite des discussions de fond. Ils sont d'accord et ils ont affirmé qu'ils vont consulter le peuple", a expliqué Modibo Koné, un autre membre de la délégation de cette coalition hétéroclite composée d'opposants politiques, de chefs religieux et de membres de la société civile.

L'entrevue, présentée comme une prise de contact d'une heure environ, s'est déroulée dans les locaux de l'état-major du camp de Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako, devenu le quartier général du nouveau pouvoir. Elle doit être suivie d'une autre, samedi prochain, en présence du chef de la junte, le colonel Assimi Goïta, absent mercredi, selon des participants.